

vriers en même temps qu'elle a diminué le nombre des patrons.

Il est clair, en effet, que le travail par grandes masses diminue les frais généraux et que la grande usine peut, à qualité égale, livrer ses produits à meilleur marché que le petit établissement. Les débouchés sont plus faciles et plus sûrs et la réputation d'une maison importante, que celle-ci doit avoir à cœur de soutenir offre, plus de sécurité pour la qualité des produits.

La décadence progressive des petits établissements a réduit un grand nombre de petits industriels et de petits commerçants à redescendre de la condition de patron à celle d'ouvriers ou d'employés.

Bien que le sort de l'empicé soit de beaucoup plus triste que celui de l'ouvrier, c'est de celui-ci que se sont occupés surtout les philosophes, les penseurs, les utopistes et les rêveurs.

Je ne fais ni mieux ni pire pour le moment.

Comme le développement de l'industrie surtout a été très brusque il en est résulté une perturbation subite dans la condition de l'ouvrier qui soumis souvent au caprice ou à la rapacité du patron a vu et voit encore souvent la misère arriver avec la diminution de salaire.

C'est alors qu'on vit naître presque en même temps un mouvement socialiste, en France, en Angleterre et en Allemagne.

L'anglais Owen, les français Cabot, Fourier, Prond'hon et autres, les économistes allemands élaborent tous des systèmes absurdes dont l'application amène la misère et le désordre.

Plusieurs ont tenté de fonder en France et en Angleterre la maison commune, la cité fraternelle ce qui furent autant d'insuccès.

Tous ces philanthropes !) commettaient une erreur grave, c'était la suppression de la propriété véritable; ils oubliaient que

l'homme s'attache à son champ à son jardin, bien autrement qu'il ne le fait quand il n'est plus que co-proprétaire de la chose commune.

Enfin d'autres hommes plus spéculateurs que philanthropes mais spéculateurs intelligents et moraux s'occupèrent de cette question au point de vue pratique et entre tous, un nom se présente à l'esprit c'est celui de Jean Dollfus.

La prose d'Eugène Vèron valant mieux que la mienne, je lui cède la place :

« En 1853 grâce à l'initiative de M. Jean Dollfus, douze des principaux fabricants de Mulhouse se sont constitués en société civile avec un capital de 60.000 piastres, divisées en soixante actions de mille piastres. Le but de l'association est de bâtir pour les ouvriers des maisons destinées à un seul ménage. Ce qui fait l'originalité de la conception et ce qui la rend digne de l'intérêt qu'on lui a accordé dans le public, c'est qu'il s'agit, ici non pas de prêter ou de louer des logements comme le font un grand nombre de manufacturiers mais de les vendre, c'est-à-dire transformer les ouvriers en propriétaires.

« Il est clair qu'il ne s'agit pas de bâtir des maisons pour dire ensuite aux ouvriers : donnez moi deux ou trois mille francs, et ma maison est à vous. Je crois qu'il n'y a guère en France ou ailleurs d'ouvriers qui puissent ainsi du jour au lendemain se procurer une pareille somme.

« S'il y en avait beaucoup, nous n'aurions pas à nous inquiéter de la question du crédit populaire. Aussi la combinaison de la Société malheureuse est elle tout différente.

L'acheteur commence par payer un à-compte de soixante ou quatre-vingt piastres suivant la valeur des maisons qui varient de cinq à sept cents piastres. Pour le reste il se libère par paiements mensuels de quatre à cinq piastres qui représentent ce